



Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 97 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet

Lettre datée du 15 septembre 2010, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Représentant permanent du Pakistan

Au nom du Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 juillet 2010, l'invitant à prendre part à la réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement, qui se tiendra à New York, le 24 septembre 2010.

Nous considérons nous aussi que le désarmement et la non-prolifération, sous tous leurs aspects, sont essentiels pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Une paix durable ne pourra être instaurée que sur la base du principe de la sécurité non diminuée et égale pour tous.

Pour nous aussi, la paix et la sécurité mondiales sont tributaires de la stabilité dans les différentes régions du monde. Une paix durable ne sera possible que lorsque le règlement de tous les conflits et différends auront été résolus par la voie du dialogue. C'est ce que nous recherchons constamment dans la région.

Nous sommes d'avis également que les préoccupations se font d'autant plus vives à l'échelle mondiale que la Conférence demeure dans une impasse. Le Pakistan, en tant qu'État doté de l'arme nucléaire conscient de ses responsabilités, est prêt à œuvrer avec vous-même et avec la communauté internationale pour sortir la Conférence de cette impasse. À notre avis, il y a trois raisons à cette impasse.

Premièrement, les nobles paroles prononcées aux niveaux les plus élevés sur la maîtrise des armements et le désarmement n'ont pas été traduites en actions. Si elles l'avaient été, la Conférence aurait progressé substantiellement sur le point clef de son ordre du jour, à savoir le désarmement nucléaire. Or, rien n'a été fait à la Conférence pour que cet engagement des grandes puissances nucléaires soit tenu.

Deuxièmement, certains États ont, en matière de collaboration nucléaire, des politiques discriminatoires, en violation flagrante du régime international de non-prolifération et de leurs propres engagements internationaux, au détriment des intérêts des États concernés en matière de sécurité.



Troisièmement, certains États refusent d'admettre que les mesures de maîtrise des armements et de désarmement ne peuvent être prises que dans le respect des intérêts de tous les États en matière de sécurité et sur la base du principe d'une sécurité non diminuée et égale pour tous.

La Conférence a été en mesure d'élaborer des traités de désarmement par le passé. Ce n'est donc pas en tant qu'institution qu'elle pose problème. C'est l'environnement mondial dans lequel fonctionne la Conférence qu'il faut revoir.

La raison d'être de la Conférence est la négociation du désarmement nucléaire complet. Le Groupe des 21 – dont le Pakistan fait partie – qui compte maintenant 35 membres, soit plus de la moitié des membres de la Conférence, donne la plus haute priorité au désarmement nucléaire. Dans la déclaration concernant la réunion à venir, qu'il a faite à la Conférence le 7 septembre 2010, le Groupe a réaffirmé qu'il continuait à donner à cette question la plus haute priorité. Il a en outre de nouveau invité la Conférence à convenir de créer aussitôt que possible un comité spécial sur le désarmement nucléaire.

La Conférence du désarmement, étant la seule instance de négociation sur les grandes questions de sécurité internationale, a un vaste programme et des responsabilités globales. Elle doit aborder toutes les questions figurant à son programme de travail de manière équitable et équilibrée, en veillant aux intérêts de tous les États en matière de sécurité. Il serait futile de la tenir en otage de la seule question d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Le Pakistan estime que la réunion du 24 septembre pourrait être l'occasion de manifester un soutien politique aux travaux de la Conférence du désarmement, au mécanisme multilatéral de désarmement et aux autres entités des Nations Unies s'occupant du désarmement.

Nous souhaiterions que les éléments essentiels ci-après soient abordés dans le document final de la réunion :

- a) Les travaux de la Conférence et, de fait, de tous les organes internationaux de désarmement, ne peuvent progresser que si la sécurité de tous les États est assurée. Toute initiative qui porte atteinte à la sécurité d'un État est vouée à l'échec;
- b) Le programme de travail de la Conférence comporte plusieurs questions critiques, qui doivent être traitées d'une manière équilibrée et équitable. Aucune d'entre elles ne peut faire l'objet d'un traitement préférentiel, au détriment des autres;
- c) Malheureusement, certains États ne sont disposés à négocier un traité portant sur une seule question, excluant ou reléguant au second plan les autres questions essentielles du programme de travail;
- d) L'absence de progrès sur une question en raison des préoccupations de certains États en matière de sécurité ne doit pas aboutir à une impasse dans les travaux de la Conférence, on peut et on doit examiner les autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence depuis sa création;
- e) L'impasse n'est pas due au Règlement intérieur ou aux méthodes de travail de la Conférence mais aux préoccupations de certains États en matière de

sécurité. D'où la nécessité de tenir compte de ces préoccupations si l'on veut faciliter les travaux de la Conférence;

f) Toute tentative de modification du Règlement intérieur de la Conférence, notamment sur la question du consensus, risque de réduire à néant les travaux de la Conférence et porter un coup sérieux au mécanisme de désarmement mondial;

g) La réunion du 24 septembre peut certes être un cadre utile pour les débats mais il serait préférable de réunir prochainement une quatrième conférence spéciale sur le désarmement pour relancer la confiance et les mesures de désarmement multilatéral.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 97 de l'ordre du jour.

(Signé) Abdullah Hussain **Haroon**
Ambassadeur et Représentant permanent
